

# ÉTATS-UNIS ET RUSSIE : MÉTAMORPHOSES DE LA RHÉTORIQUE DE GUERRE FROIDE

PIERRE GUERLAIN \*



*Le temps est venu de mettre aux archives les postulats de la guerre froide, quand l'Europe était considérée comme une arène de confrontation divisée en zones d'influence et en zones tampons, comme site de confrontation militaire, théâtre de guerre.*

Mikhail Gorbatchev, Conseil de l'Europe,  
Strasbourg, 6 juillet 1989

*Si l'Union soviétique venait à couler demain sous les eaux de l'océan, le complexe militaro-industriel américain devrait demeurer, de façon quasiment inchangée, jusqu'à ce qu'un autre adversaire d'un genre quelconque puisse être inventé. N'importe quoi d'autre serait un choc inacceptable pour l'économie américaine.*

George Kennan (père du concept d'endiguement)

**L**e terme « *cold war* » (guerre froide) a été utilisé pour la première fois par Orwell dans un article au titre fort révélateur : « *You and the Atomic Bomb* » qui date de 1945, soit deux ans avant le début officiel de la guerre froide<sup>1</sup>. Orwell imaginait, avec prescience, ce que la possession de l'arme atomique impliquerait pour les guerres à venir. Il prévoyait que l'URSS aurait bientôt la bombe atomique et que deux ou trois autres États seraient

---

\* UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE.

<sup>1</sup> *Tribune*, Londres, 19 octobre 1945 : « Donc nous avons la perspective devant nous de deux ou trois super-États monstrueux, possédant chacun une arme qui peut liquider des millions de gens en quelques secondes, qui diviseront le monde entre eux. »

dans une position dominante. La guerre froide a partie liée avec la possession de l'arme atomique et l'impossibilité de conquérir le pays qui la détient. L'analyse d'Orwell reste d'actualité lorsque l'on pense à la Corée du Nord et aux gesticulations de son président comme celles du président américain élu en 2016.

La guerre froide officielle, celle reconnue comme telle par les historiens, débute en 1947 lorsque Truman prononce le discours qui deviendra la doctrine portant son nom et se termine en 1989 selon les acteurs, soviétique et américain, de cette guerre lors d'une réunion entre Bush père et Gorbatchev en décembre à Malte. Bien évidemment la « guerre froide » entre États-Unis et Union soviétique a commencé avant 1947 et ne s'est peut-être pas terminée même après la disparition de l'URSS en 1991.

Depuis 1991, la Russie a pris la place de l'URSS dans les discours occidentaux évoquant la guerre froide et diverses phases des relations entre monde occidental, c'est-à-dire surtout les États-Unis, et la Russie doivent être distinguées. Il est important cependant de revisiter certains aspects de la guerre froide historique, celle de 1947 à 1989.

10

Les deux alliés de circonstance contre le nazisme avaient été des adversaires idéologiques avant 1941, date de l'attaque d'Hitler contre l'URSS, alors un allié qui avait signé un pacte de non-agression avec l'Allemagne. C'est aussi, à la fin de l'année 1941, qu'a lieu l'attaque de Pearl Harbor. États-Unis et URSS étant face au même ennemi, ils se sont retrouvés alliés. C'est l'époque où Staline s'appelait « *Uncle Joe* » dans la presse américaine, donc un moment où la situation intérieure de la Russie ne comptait pas du tout. La Grande-Bretagne et les États-Unis couvraient même les crimes de Staline, comme celui de Katyn en le faisant passer pour un crime nazi.

La fin de la guerre annonçait le retour des conflits dans une Europe divisée selon la ligne de partage entre armée rouge et forces anglo-américaines. Conflits où les renversements d'alliance furent parfois brutaux, comme en Grèce où les Britanniques ont attaqué les partisans communistes qui avaient été le fer de lance de la lutte contre les nazis. Il était clair que Staline n'allait pas lâcher les territoires occupés par l'armée rouge ni même collaborer à des gouvernements soutenus par les Occidentaux (en Pologne par exemple).

Certains historiens (Gar Alperovitz, par exemple) jugent que les bombardements américains à Hiroshima et Nagasaki n'avaient pas de nécessité militaire mais étaient déjà un avertissement à l'URSS, qui alors ne possédait pas l'arme nucléaire. La guerre froide qui se mit en

place allait de pair avec l'endiguement : l'impossibilité de faire la guerre à l'URSS et à ses satellites conduisait à une pratique de l'isolement hostile. Les deux superpuissances décidaient de pousser leurs pions là où c'était possible sans attaquer l'autre frontalement.

Dans les deux pays, plus largement les deux camps, la dénonciation de l'autre servait de ciment social et politique. Les Américains dénonçaient le communisme athée et l'absence de liberté tandis que les Soviétiques dénonçaient le racisme et la ségrégation dans le sud des États-Unis. La dénonciation du danger géopolitique permettait des formes de répression internes qui fleurirent durant la période dite du maccarthysme aux États-Unis et qui pouvaient conduire au goulag en URSS.

Les confrontations militaires, comme en Corée puis plus tard au Vietnam, s'arrêtaient aux frontières non pas seulement des États-Unis et de l'URSS mais de leur pré carré. Pas d'intervention américaine en Hongrie en 1956 ou en Tchécoslovaquie en 1968, pas d'intervention soviétique en Amérique latine jusqu'à l'épisode de la crise des missiles à Cuba en 1962. La crise de Cuba a montré à la fois le danger d'un conflit nucléaire mais aussi la volonté des dirigeants de ne pas laisser la guerre froide virer vers une guerre chaude avec armes nucléaires. Kennedy et Khrouchtchev surent s'opposer à leurs jusqu'au-boutistes respectifs et conclure un accord de retour à la paix armée en permettant à chacun de sauver la face.

La plus grande partie de la guerre froide était d'ordre rhétorique. Les discours hostiles de dénonciation n'étaient pas des discours de véritable préparation à la guerre, au contraire, ils prenaient la place d'une véritable intervention contre l'autre. Dans cette confrontation froide, c'est-à-dire discursive, chaque camp mettait le doigt sur les manques, tares ou hypocrisies de l'autre. L'absence de liberté politique à l'Est était patent, tout comme la ségrégation raciale et la domination de l'Amérique latine par les États-Unis, vivant sous une forme de doctrine Monroe qui leur permettait de faire et défaire les régimes sans se préoccuper de démocratie. En URSS le début de la guerre froide coïncidait avec la période finissante de Staline et l'existence du goulag.

Depuis 1989 ou 1991, alors que la guerre froide a été déclarée terminée, l'expression n'a cessé de revenir dans les débats géopolitiques. La dernière période avant la disparition de l'URSS a été caractérisée par des bouleversements pacifiques de grande ampleur favorisés par celui qui est vraiment un héros de la paix mais non reconnu comme tel : Gorbatchev. Entre 1985 et la fin de l'URSS, celui-ci a joué un grand rôle dans la fin de la guerre froide et la transition pacifique de pays satellites

de l'URSS, puis leur entrée dans l'orbite occidentale. Gorbatchev était si populaire en Occident que l'on parlait de « gorbimania » et le *New York Times* déclara même en 1989 qu'il pourrait être perçu comme le leader de la planète<sup>2</sup>. Son idée de maison commune en Europe était, et reste, une façon de dépasser les conflits générés par l'appartenance à l'Otan.

Gorbatchev a consenti à la réunification de l'Allemagne, a abandonné l'idée que l'URSS devait contrôler ses satellites et a affirmé que l'URSS n'était plus un ennemi de l'Occident. L'URSS était un pays faible, affaibli par la course aux armements, doté d'un armement nucléaire imposant. Lors de ses négociations avec Reagan puis Bush, Gorbatchev a montré beaucoup de bonne volonté et a cédé aux demandes américaines sur presque tous les plans, ce qui explique sa perte de popularité en Russie. À sa demande que l'Otan ne soit pas étendue plus loin vers l'Est, il reçut des assurances verbales qui furent immédiatement violées<sup>3</sup>.

12

Au lieu d'une maison commune en Europe pour assurer la sécurité de tous, comme il le demandait à Strasbourg en 1989, la Russie fut, en très peu de temps, confrontée à l'humiliante extension de l'Otan en trois vagues : 1999, 2004 et 2009 (lors d'une autre réunion à Strasbourg et à Kehl juste l'autre côté de la frontière)<sup>4</sup>. Du reste, les déclarations de Bush en 1992 (discours sur l'état de l'Union) montraient bien que pour le président américain la fin de la guerre froide n'était pas l'aube d'une ère de paix mais au contraire d'hégémonie américaine :

« Par la grâce de Dieu, l'Amérique a gagné la guerre froide. »  
 « Beaucoup de bien peut venir de l'utilisation prudente du pouvoir. Et beaucoup de bien peut provenir de ceci : un monde autrefois divisé entre deux camps armés ne reconnaît maintenant qu'une seule puissance prééminente, les États-Unis d'Amérique. »

En 1991, Gorbatchev, qui avait dû faire face à un coup d'État en août, perdit tout pouvoir lors de la disparition de l'URSS, disparition qui

---

<sup>2</sup> « Imaginez qu'un vaisseau spatial avec des extraterrestres à son bord s'approche de la Terre et envoie le message suivant : "Conduisez-moi à votre leader". Qui serait-ce ? Mikhaïl Sergueyevich Gorbatchev, sans l'ombre d'un doute. », 21 mai 1989.

<sup>3</sup> On pourra lire un article universitaire très fouillé sur ce problème de la promesse de non-extension de l'Otan : Joshua Shiffrin, « Deal or No Deal ? The End of the Cold War and the U.S. Offer to Limit NATO Expansion », *Quarterly Journal of International Security*, Spring 2016. <<http://www.belfercenter.org/publication/deal-or-no-deal-end-cold-war-and-us-offer-limit-nato-expansion>>.

<sup>4</sup> Lire : Bertrand Badie, *Le Temps des humiliés, Pathologie des relations internationales*, Paris, Odile Jacob, 2014.

avait été encouragée par Eltsine<sup>5</sup> et les dirigeants de Géorgie et d'Ukraine, soutenus par les États-Unis. Eltsine était le président de la Fédération de Russie et devenait donc l'interlocuteur privilégié des États-Unis.

Durant les années Eltsine, qui coïncident presque avec la présidence Clinton, les relations entre Russie et États-Unis changent apparemment du tout au tout. Des conseillers américains viennent à Moscou pour faciliter la transition vers une économie de marché. Sur le plan géopolitique, l'URSS d'abord, la Russie ensuite, ne s'oppose plus aux États-Unis (par exemple pour la guerre du Golfe en 1991).

Eltsine jouit d'une très bonne réputation dans le monde occidental, même si l'on se moque un peu de son alcoolisme aux conséquences souvent visibles. Le passage au marché s'avère une catastrophe économique, les prix montent, la corruption s'étend, la famille Eltsine, c'est-à-dire son clan, est également corrompue, les élections sont truquées<sup>6</sup>. Le 15 juillet 1996 *Time Magazine* choisit de faire sa couverture sur le sauvetage d'Eltsine par les États-Unis. Eltsine gagne les élections contre le candidat communiste initialement plus populaire grâce à l'aide des *spin doctors* américains et aux valises de billets qui alimentent la corruption politique. On ne parle pas de guerre froide, mais la Russie, faible et corrompue, est traitée « comme une colonie » (Mark Ames<sup>7</sup>). Le président Clinton sait que les réformes néolibérales imposées à la Russie sont dures à avaler, il le dit dans une formule dont la vulgarité ne cache pas la vérité : « On n'arrête pas de dire au vieux Boris, bah, voilà ce que tu dois faire maintenant, allez encore un peu de merde pour ta gueule », « et ça rend les choses vraiment dures pour lui, étant donné ce à quoi il doit faire face et les gens avec qui il interagit<sup>8</sup> ».

Gorbatchev avait négocié ce qu'il pensait être la fin de la guerre froide, Eltsine l'avait supplanté et avait récolté une forme de colonisation

---

<sup>5</sup> Lire : Tania Rakhmanova, *Au cœur du pouvoir russe, Enquête sur l'empire Poutine*, Paris, La Découverte, 2012, 2014 ; Masha Gessen, *The Man without a Face: the Unlikely Rise of Vladimir Putin*, New York, Riverhead Books, 2012 ; Jean-Robert Raviot, Taline Ter Minassian et Sophie Lambroschini, *Russie : vers une nouvelle guerre froide ?* La Documentation française, Paris 2016 ; Jean-Robert Jouanny, *Que veut Poutine ?*, Paris, Seuil, 2016 ; Hélène Carrère d'Encausse, *La Russie entre deux mondes*, Paris, Fayard, 2010.

<sup>6</sup> Un chapitre du livre de Naomi Klein renseigne sur les ravages du début des années 90 : *The Shock Doctrine : The Rise of Disaster Capitalism*, New York, Metropolitan Books.

<sup>7</sup> « Empire Files : Post-Soviet Russia, Made in the U.S.A », <<https://www.youtube.com/watch?v=e7HwvFyMg7A>>.

<sup>8</sup> Trump, Putin and the New Cold War, *New Yorker*, March 6, 2017 <<http://www.newyorker.com/magazine/2017/03/06/trump-putin-and-the-new-cold-war>>.

néolibérale que ses architectes savaient être destructrice. Dans le même article, les auteurs indiquent qu'Eltsine pourtant soutenu à bout de bras par Clinton, en prenait ombrage, car la situation ne faisait que souligner l'extrême faiblesse de la Russie. Il avait ainsi déclaré à l'ambassadeur américain Talbott : « Je n'aime pas que les États-Unis se vantent de leur supériorité. Les difficultés de la Russie ne sont que temporaires et pas seulement parce que nous avons des armes nucléaires mais aussi à cause de notre économie, notre culture, notre force spirituelle. Tout cela justifie vraiment que nous soyons traités en égaux. La Russie va redevenir une grande puissance, je le répète, la Russie va redevenir une grande puissance »<sup>9</sup>.

Il faut noter que les années Eltsine qui voient la mention de « guerre froide » disparaître sont caractérisées par la corruption et la triche aux élections, qui ne sont pas dénoncées par les États-Unis. Les promoteurs officiels de la démocratie, en Russie comme en Irak, mais pas en Arabie saoudite ou au Chili des années 1970, ne dénoncent pas les graves atteintes à la démocratie en Russie, au contraire, ils y participent.

14

Eltsine devient très impopulaire car le néolibéralisme, qui a certes conduit à une grande liberté d'expression dans les médias, a profité à une poignée d'oligarques mais pas à l'immense majorité de la population. Lorsque les États-Unis et l'Europe occidentale décident d'intervenir au Kosovo, sans mandat de l'Onu et sur une base problématique, la Russie en prend ombrage. Un incident a failli provoquer des combats entre soldats russes et occidentaux sur l'aéroport de Pristina. Avant même l'arrivée de Poutine, le protégé des États-Unis, corrompu, malade mais dépendant est déjà rentré dans une posture oppositionnelle. Les intérêts de la Russie ne correspondent pas au projet américain pour ce pays.

Poutine est choisi par la famille Eltsine pour lui succéder, et après un passage éclair au poste de Premier ministre, il devient président le 31 décembre 1999. La corruption eltsinienne a permis ce tour de passe-passe. Poutine, l'ancien agent du KGB, semble être un bureaucrate sans envergure qui permettra aux oligarques de continuer à diriger les affaires de la Russie et qui protégera Eltsine contre de multiples procès possibles pour des affaires de corruption.

Poutine, qui sera plus tard décrit comme un calculateur froid, un voyou, un apparatchik sans envergure, prend donc le pouvoir grâce à la famille Eltsine et très rapidement s'assure le contrôle de l'appareil

---

<sup>9</sup> « Trump, Putin, and the New Cold War », *The New Yorker*, 6 Mars, 2017. L'iconographie de cet article est particulièrement hostile envers Poutine.

d'État. Il protège le clan Eltsine mais le réduit au silence et joue les oligarques les uns contre les autres.

Dès 2000 donc, Poutine est un autocrate qui, comme son mentor, triche aux élections mais qui, contrairement à lui, sait noyauter toutes les sphères de pouvoir. Ce Poutine-là cependant n'est pas encore dénoncé par les États-Unis. George W. Bush l'avait invité dans son ranch de Crawford en 2001 (il s'y rendra en novembre 2001) et dit qu'il l'a regardé dans les yeux et a pu se faire une idée de son âme<sup>10</sup>. Poutine déclare alors : « Nous sommes aujourd'hui déjà prêts à trouver des solutions dans tous les domaines de nos activités conjointes. Nous sommes disposés à démanteler, une fois pour toutes, l'héritage de la guerre froide et à commencer un partenariat à long terme. »<sup>11</sup> À ce moment Bush célèbre encore la fin de la guerre froide et ne dit rien sur l'autocrate Poutine.

Après le 11 septembre 2001, Poutine apporte son soutien aux États-Unis qu'il autorise à utiliser des bases dans les États de l'ex-Union soviétique et à pénétrer dans l'espace aérien pour frapper les talibans en Afghanistan. Poutine à cette époque a consolidé son pouvoir autocratique et l'homophobie fait rage dans le pays, mais de cela il n'est pas question. Poutine semble penser que les États-Unis traitent la Russie en grande puissance égale et partenaire.

Les relations se dégradent dès l'année suivante lorsque les États-Unis préparent leur intervention en Irak. À l'époque, la Russie de Poutine n'est pas dénoncée par la France et l'Allemagne qui, au contraire, se retrouvent dans le même camp des critiques de la guerre lancée en invoquant des armes de destruction massive non existantes. Aux États-Unis, une campagne d'insultes et de déclarations mal intentionnées vise principalement la France après le discours de Villepin à l'Onu. Pendant quelques mois cette campagne ressemble à celle qui existe aujourd'hui concernant Poutine et la Russie. Poutine n'est pas la cible principale et la situation interne de la Russie n'est pas évoquée. Bien au contraire, la secrétaire d'État de l'époque, Condoleezza Rice, proposait de « punir la France, d'ignorer l'Allemagne et de pardonner à la Russie »<sup>12</sup>.

---

<sup>10</sup> <<https://www.c-span.org/video/?c4355368/bush-putins-soul>> (discours en Slovénie).

<sup>11</sup> Cité dans : Robert Legvold, *Return to Cold War*, Polity Press, Cambridge (UK), 2016, p. 103.

<sup>12</sup> <[http://www.nytimes.com/2004/11/17/politics/bushs-tutor-and-disciple-condoleezza-rice.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2004/11/17/politics/bushs-tutor-and-disciple-condoleezza-rice.html?_r=0)>.

En 2003, Poutine a assis son pouvoir et mis les médias au pas en Russie, l'homophobie est patente et la domestication des oligarques a eu lieu : ceux qui coopèrent avec le régime font des affaires juteuses tandis que les autres sont emprisonnés ou condamnés à l'exil. Les États-Unis n'en font pas matière à accusation car la relation géostratégique n'est pas morte, l'aide russe aux forces américaines en Afghanistan est toujours là.

Du côté russe, la guerre d'Irak souligne que les États-Unis ne considèrent pas la Russie comme une grande puissance et ne la traitent pas en égale. La période unipolaire ouverte par la première intervention en Irak en 1991 continue et l'extension de l'Otan est en marche. Les griefs s'accumulent. La diplomatie américaine et la *public diplomacy* interviennent dans les ex-Républiques soviétiques durant ce qui s'appelle les révolutions de couleur (des roses en Géorgie en 2003, orange en Ukraine en 2004, des tulipes au Kirghizistan). Du point de vue américain, ces révolutions de couleur sont l'expression d'aspirations démocratiques de peuples nouvellement libérés. Pour les Russes, il s'agit d'interventions extérieures financées par les États-Unis qui interviennent par le truchement d'ONG.

16

Un grand nombre d'analystes renvoient au livre de Zbigniew Brzezinski *Le Grand Échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, publié aux États-Unis en 1997, pour expliquer la stratégie américaine dans ce que cet auteur appelle les Balkans eurasiatiques, c'est-à-dire l'étranger proche de la Russie. En disciple de Halford MacKinder, le fondateur de la géopolitique, Brzezinski se voit en joueur d'échecs qui peut profiter du recul des frontières de la Russie et de la perte de matières premières et de ressources occasionnée par l'indépendance des ex-Républiques soviétiques et notamment de l'Ukraine. Sans l'Ukraine, dit Brzezinski, la Russie ne peut être une grande puissance. La faiblesse de l'URSS suite à son aventure afghane et en raison de son économie mal gérée fut donc une opportunité pour les États-Unis, puis la faiblesse encore plus grande de la Russie en offrit d'autres.

Les considérations géopolitiques sont déconnectées des aspects éthiques ou sociétaux caractérisant la société russe, mais Brzezinski connaît les règles machiavéliennes du système des relations internationales : toute faiblesse d'un adversaire, d'un rival ou même d'un allié est exploitée par une puissance plus forte. Les États-Unis alliés de la Grande-Bretagne n'ont pas hésité à s'approprier une partie de l'Empire britannique qui se défait après la Seconde Guerre mondiale.

Gorbatchev croyait négocier sur la base de principes et de valeurs mais il semble bien qu'il n'ait pas compris que la faiblesse soviétique le condamnait à accepter le règne du plus fort. Pour le dire dans les



termes d'Anton Fedyashin : « il ne vit pas que le monde pouvait tout autant être unipolaire que multipolaire »<sup>13</sup>. Eltsine le comprendra, mais trop tard. Poutine le comprend dès 2002 et il est déjà devenu l'homme fort du Kremlin dont les tendances autoritaires, tant admirées par Trump, sont patentes dès le début de son ascension.

Après la lune de miel entre Bush et Poutine, dont l'un des éléments est l'aide russe à la guerre américaine en Afghanistan, tout change. L'Afghanistan est le « cimetière des empires » qui a été le théâtre d'une guerre asymétrique perdue par la Russie et que Brzezinski avait encouragée en armant les groupes djihadistes, qui plus tard se retourneraient contre les États-Unis. Dans une interview au *Nouvel Observateur*, Brzezinski s'était vanté d'avoir détruit l'URSS même si c'était au prix du développement d'Al Quaïda et du terrorisme<sup>14</sup>.

Un ancien ambassadeur américain en Russie, auteur d'un livre intitulé *Reagan and Gorbachev : How the Cold War Ended*, Jack Matlock, proche de Reagan, considère, en 2014, que les États-Unis ont traité la Russie en « loser (perdant) » c'est-à-dire en quantité négligeable depuis la fin de la guerre froide. Ce jugement porte sur les relations internationales, pas sur la scène politique russe<sup>15</sup>.

Il y a là la clé de la détérioration des relations russo-américaines qui permet de comprendre l'émergence de la rhétorique de la nouvelle guerre froide bien mieux que la personnalité de Poutine, effectivement autoritaire, ou même les innombrables et bien réelles violations du droit et des valeurs démocratiques en Russie. Violations régulièrement dénoncées par *Amnesty international*, qui, pour sa part, dénonce ces violations partout dans le monde, en Arabie Saoudite comme aux États-Unis ou en Israël également, donc dans une visée qui n'est pas propagandiste<sup>16</sup>.

---

<sup>13</sup> « Syndrome du postexceptionnalisme : nouvelle guerre froide ou symptômes de guérison », *Recherches internationales*, n° 108, janvier-mars 2017, p. 58.

<sup>14</sup> *Le Nouvel Observateur*, 15-21 janvier, 1998, p. 76. : <<https://www.marxists.org/history/afghanistan/archive/brzezinski/1998/interview.htm>>. On peut voir le scan de cet entretien en français à l'adresse suivante : <<https://blogs.mediapart.fr/danyves/blog/081215/8-dec-2015-oui-la-cia-est-entree-en-afghanistan-avant-les-russes-parzbigniew-brzezinski>>.

<sup>15</sup> <[https://www.washingtonpost.com/opinions/who-is-the-bully-the-united-states-has-treated-russia-like-a-loser-since-the-cold-war/2014/03/14/b0868882-aa06-11e3-8599-ce7295b6851c\\_story.html?utm\\_term=.2f4c37a9242b](https://www.washingtonpost.com/opinions/who-is-the-bully-the-united-states-has-treated-russia-like-a-loser-since-the-cold-war/2014/03/14/b0868882-aa06-11e3-8599-ce7295b6851c_story.html?utm_term=.2f4c37a9242b)>.

<sup>16</sup> <<https://www.amnesty.org/fr/countries/europe-and-central-asia/russian-federation/report-russian-federation/>>.

Le 10 février 2007, Poutine prononce un discours à Munich lors de la conférence sur la politique de sécurité, dans lequel il attaque l'unilatéralisme américain et la violation du droit international de la part de ce pays qui ne passe pas par l'Onu pour intervenir. Le ton est dur mais Poutine rappelle les zones de coopération entre Russie et États-Unis, notamment sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il rejette toute ingérence dans les affaires intérieures de pays souverains<sup>17</sup>.

Après l'élection d'Obama en 2008 et alors que Poutine a joué un petit jeu de chaises musicales, bien étrange en démocratie, avec son Premier ministre, Dimitri Medvedev, qui devient président alors que lui prend le poste de Premier ministre, l'administration américaine parle d'un *reset* (nouveau départ) avec la Russie. Obama pense, semble-t-il, que Medvedev est plus américanophile et modernisateur que Poutine.

Ce nouveau départ, piloté en partie par Hillary Clinton qui déteste Poutine, produira quelques effets. Les deux pays signent un nouveau traité de désarmement START en 2010. Le conflit armé en Géorgie en 2008 n'a donc pas conduit au divorce complet. En 2011, la Russie vote pour une résolution de l'Onu sur la Libye (résolution 1973), ce que Poutine désapprouvera. La résolution qui n'incluait pas le changement de régime fut tout de suite violée par les forces occidentales et Obama regrettera d'avoir donné son accord. La Libye deviendra un État failli ouvert à tous les mouvements terroristes et l'intervention causera des déplacements et migrations de réfugiés en masse qui se dirigeront vers l'Europe, et notamment la France, l'un des pays instigateurs de l'intervention.

Le retour de Poutine au poste de président en 2012, après un autre tour de passe-passe, marque un nouveau raidissement dans les relations américano-russes. Ce raidissement devient une nouvelle guerre froide rhétorique après les événements d'Ukraine en 2013-2014. Les États-Unis et l'UE voient ces événements comme une expression de la volonté populaire d'une population voulant rejoindre l'Europe. La Russie y voit un coup d'État fomenté par les États-Unis. L'invasion de la Crimée en 2014, qui viole le droit international, est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. La Russie évoque le précédent du Kosovo et souligne que la Crimée, peuplée principalement de Russes qui veulent le rattachement à la mère patrie, n'a été rattachée à l'Ukraine qu'en 1954. Des sanctions sont prises contre la Russie et

---

<sup>17</sup> Texte anglais disponible à cette adresse : <<http://russialist.org/transcript-putin-speech-and-the-following-discussion-at-the-munich-conference-on-security-policy/>>.

les proches de Poutine ; le dialogue devient très difficile, même si plus tard l'Allemagne, la France et la Russie parviennent à s'entendre avec l'Ukraine pour signer les Protocoles de Minsk (2014, 2015).

Il est significatif à cet égard qu'à rebours des médias et de l'opinion publique occidentale un certain nombre de spécialistes américains des relations internationales expriment leur désaccord. Tel John Mearsheimer qui publie un article dans la revue *Foreign Affairs* (septembre-octobre 2014) dont le titre est clair : « *Why the Ukraine Crisis is the West's Fault* » (Pourquoi la crise ukrainienne est de la faute de l'Occident). Il se positionne en tant que spécialiste des relations internationales de l'école réaliste et son credo peut se résumer à la phrase suivante : « Les États-Unis ne tolèrent pas la concurrence d'un État de leur importance »<sup>18</sup>. Dans le jeu des puissances et notamment des grandes puissances, une puissance ne peut accepter des interventions tout près de sa frontière de la part d'un adversaire. Ce qui était vrai avec Cuba pour les États-Unis en 1962 l'est pour la Russie avec l'Ukraine en 2014. Son texte n'est en rien une approbation de la nature du régime russe mais, dans un espace public hystérisé et manichéen, toute prise de position critique est assimilée à un alignement plus ou moins conscient sur l'ennemi.

La guerre froide est en grande partie un combat idéologique à l'intérieur des parties adverses. La popularité de Poutine, fluctuante mais toujours au-dessus de 50 %, vient en grande partie de sa posture oppositionnelle face aux États-Unis. L'occupation (ou la libération selon le point de vue) de la Crimée a fait monter la popularité de Poutine en Russie. Aux États-Unis, le retour de la Russie comme ennemi principal permet des simplifications idéologiques manichéennes : « nous démocrates américains contre les dictatures totalitaires ».

Il peut paraître étonnant qu'un ancien ambassadeur reaganien, Jack Matlock, un professeur au sommet de sa carrière dans une université d'élite, comme Mearsheimer à Chicago, ou une référence des études soviétiques puis russes, professeur émérite de Princeton comme Steve Cohen<sup>19</sup>, ou le linguiste militant politique décrit

---

<sup>18</sup> Mearsheimer a développé sa thèse devant des étudiants polonais en décembre 2015 : <<https://www.youtube.com/watch?v=1ZrNhmdHzY4>> et la phrase citée provient d'une autre conférence prononcée au Japon : <<https://www.youtube.com/watch?v=3ZV97GUdHzA>>.

<sup>19</sup> Steve Cohen, *Soviet Fates and lost Alternatives : from Stalinism to the New Cold War*, New York, Columbia U. P, 2009 et une vidéo : « Why Is The Western Media Ignoring The New Cold War ? », <<http://www.informationclearinghouse.info/article44883.htm>>.

comme l'intellectuel le plus influent au monde par le *New York Times*, Chomsky<sup>20</sup>, soient d'accord pour incriminer les États-Unis dans le retour de la rhétorique de guerre froide alors qu'ils ne sont pas proches de la Russie ni d'accord entre eux sur d'autres sujets<sup>21</sup>.

Il faut comprendre ici un élément essentiel de la propagande : la géopolitique est retraduite en termes moraux et la guerre froide se déplace vers les enjeux sociétaux. Sur ce plan, la critique russe est faible lorsqu'elle accuse l'Occident de dégénérescence, notamment en raison du mariage homosexuel ou par perte des repères chrétiens. Seules les extrêmes droites sont sensibles à ce discours. Par contre, les opinions publiques occidentales sont sensibles aux discours contre la violation des droits humains, des droits des minorités.

La Russie est une démocratie dirigée ou une « démocratie » qui ne respecte pas les droits des minorités. Poutine s'est arrangé pour rester au pouvoir et il contrôle les médias. Tout cela est indéniable mais la question qu'il faut se poser pour comprendre le retour de la rhétorique de guerre froide est : pourquoi ces faits prennent-ils une place centrale dans la propagande occidentale ?

20

L'homophobie est tout aussi répandue en Ukraine qu'en Russie, l'Arabie Saoudite est non seulement homophobe, elle tue les homosexuels, coupe les mains et les têtes, mais elle n'est pas diabolisée dans les discours publics et les vendeurs d'armes l'adorent. Clairement ce qui compte pour les relations internationales n'a pas grand-chose à voir avec la nature des régimes ou leur moralité. C'est une évidence qui malheureusement est oubliée dans les médias dominants et les discours officiels, qui comptent sur l'amnésie du public. Israël intervient dans les affaires intérieures américaines, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses soutiens locaux (AIPAC), comme ce pays intervient dans les affaires britanniques ou françaises, mais il n'est pas critiqué aussi violemment que la Russie de Poutine. Celle-ci du reste n'était pas la cible de dénonciation lors de la présidence mafieuse d'Eltsine ou même au début du règne de l'autocrate Poutine.

L'histoire de la politique étrangère américaine est remplie d'exemples de diabolisation à géométrie variable. Saddam Hussein, l'autocrate meurtrier, est traité en ami lorsqu'il fait la guerre à l'Iran,

---

<sup>20</sup> <<https://www.youtube.com/watch?v=7-IKRsmCx4E>>.

<sup>21</sup> On pourra trouver un rappel historique des interventions américaines en Russie dans : Robert David English, « Russia, Trump and a New Détente », *Foreign Affairs*, March 10, 2017, <<http://us-russia.org/4692-russia-trump-and-a-new-dtente.html>>.

même s'il est l'agresseur, puis en diable lorsqu'il dépasse les limites du permis en attaquant le Koweït. L'Arabie Saoudite peut couper autant de têtes qu'elle le souhaite et emprisonner des chiites innocents, cela ne gêne en rien ses relations avec l'Occident ou ses achats d'armes. Les violations du droit international d'Israël sont encouragées par les États-Unis. L'Ukraine elle-même est gangrenée par la corruption et dominée par des oligarques dont l'un d'entre eux est président (Petro Porochenko).

Il est donc possible de diaboliser un diable. La Russie dépense entre 8 et 10 fois moins que les États-Unis en matière de défense<sup>22</sup> et son PIB est très loin derrière celui des États-Unis<sup>23</sup>. Elle n'a pas les moyens de redevenir une puissance globale. C'est la raison pour laquelle Obama avait déclaré : « La Russie est une puissance régionale qui menace certains de ses voisins immédiats, pas par force mais par faiblesse. »<sup>24</sup> Ce genre de citation, qui n'est pas sans fondement, ne peut cependant qu'attiser un désir de prendre sa revanche chez un dirigeant sourcilieux qui se sent humilié et soucieux de la gloire de son pays. L'intervention russe dans le conflit syrien, qui a de multiples explications, est aussi une façon de damer le pion aux contempteurs de la Russie.

Il suffit de suivre les méandres de la politique étrangère de Trump vis-à-vis de la Syrie, de l'Iran ou de la Corée du Nord pour comprendre comment fonctionne la diabolisation d'un diable. Les régimes de ces trois pays n'ont rien de démocratique et sont franchement terribles pour les populations. La diabolisation avec déclarations grandiloquentes dans le cas de la Corée, probablement une des pires dictatures au monde, augmente le risque de guerre et donc de destruction de Séoul, si proche de la zone démilitarisée que le régime communiste pourrait la détruire par des armes conventionnelles. Donc même dans le cas d'un régime abject, la diplomatie est la seule approche rationnelle.

C'est précisément ce qu'Obama, après le fiasco de l'intervention libyenne, avait compris pour l'Iran. On négocie avec les pires régimes pour obtenir des résultats positifs pour tout le monde et assurer la paix. La nature du régime n'est pas un argument pour cesser les échanges et l'on appréhende la diplomatie sous le seul angle des relations

---

<sup>22</sup> <[http://www.pgpf.org/Chart-Archive/0053\\_defense-comparison](http://www.pgpf.org/Chart-Archive/0053_defense-comparison)>.

<sup>23</sup> <[https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste\\_des\\_pays\\_par\\_PIB\\_\(PPA\)#Classement\\_par\\_PIB\\_.28PPA.29](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_PIB_(PPA)#Classement_par_PIB_.28PPA.29)>.

<sup>24</sup> Robert Legvold, *op cit.* p. 46.

internationales. En cessant de diaboliser l'Iran, Obama ne s'est pas aligné sur les mollahs, n'a pas mis en danger Israël ou l'Arabie Saoudite et a favorisé la paix.

Il est évidemment possible de faire de même avec la Russie. Celle-ci, dirigée de façon autoritaire, sauf pendant le court interlude Gorbatchev, a montré à plusieurs reprises qu'elle était prête à le faire. Gorbatchev, le héros d'antan en Occident, critique maintenant les positions américaines dans la nouvelle guerre froide rhétorique. Au lieu d'étendre l'Otan jusqu'aux frontières de la Russie, il est possible de prendre en compte les intérêts nationaux sans mettre en danger ceux de ses voisins. Le général Breedlove, qui fut le commandant suprême des forces de l'Otan en Europe, a cherché à pousser Obama vers une intervention plus musclée en Ukraine, donc à prendre le risque d'une guerre encore plus ouverte<sup>25</sup>. Plus l'Otan s'étend, plus la Russie devient défensive et plus celle-ci devient défensive, plus elle apparaît agressive, donc un danger pour l'Otan. George Kennan en était déjà conscient.

22

Orwell en 1945 parlait de trois grandes puissances et 1984, son roman, met en scène la guerre permanente entre trois puissances qui changent périodiquement d'alliance. Aujourd'hui la nouvelle guerre froide a rapproché la Russie de la Chine. Cependant la puissance montante, qui peut-être va supplanter les États-Unis comme première puissance industrielle, est l'Empire du milieu, pas la Russie qui peut craindre le décalage de puissance, économique et démographique avec sa voisine attirée par les immensités russes quasi vides. Les États-Unis ont façonné une nouvelle alliance russo-chinoise qui, à terme, ne peut que leur être défavorable.

Il faut noter que bien que la Chine soit elle aussi une tyrannie avec contrôle total des médias par le pouvoir, elle n'est pas la cible permanente d'une diabolisation. Au contraire, comme elle est, selon le mot même de Mme Clinton<sup>26</sup>, le banquier des États-Unis, elle a droit à certains égards qui sont refusés à la Russie. En suivant la ligne Brzezinski, les États-Unis espèrent peut-être démanteler la Russie, un État multi-ethnique et multi-confessionnel, mais la tactique qui a fonctionné en Irak (avec le chaos que l'on connaît cependant) ou en Yougoslavie n'a pas les mêmes chances de succès avec la Russie.

---

<sup>25</sup> <<https://theintercept.com/2016/07/01/nato-general-emails/>>.

<sup>26</sup> <<https://www.theguardian.com/world/2010/dec/04/wikileaks-cables-hillary-clinton-beijing>>.

La guerre froide rhétorique permet des gains symboliques pour le parti démocrate qui pense avoir perdu l'élection présidentielle à cause de Poutine plutôt que de sa dérive ploutocratique et mobilise le complexe militaro-industriel. Elle relégitime l'Otan dont la mission n'était plus claire depuis la fin de la guerre froide et permet aux fabricants d'équipements militaires de relancer leurs ventes, mais elle rend le risque d'une guerre nucléaire par accident plus probable et sur le long terme, elle crée les conditions pour une hégémonie chinoise qui s'imposera tant à la Russie qu'aux États-Unis.

En 1985, dans un entretien, Chomsky<sup>27</sup> déclarait à la fois que l'URSS était un régime répressif et que les États-Unis étaient la société la plus libre sur le plan intérieur. Il ajoutait que la société la plus brutale sur le plan intérieur pouvait ne pas représenter de danger sur le plan international alors qu'à l'inverse la société la plus libre pouvait être la plus violente en dehors de ses frontières comme l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle en Inde. Pas de corrélation entre liberté intérieure et actions justes ou violentes à l'extérieur<sup>28</sup>.

En 2017, le même principe s'applique aussi bien aux États-Unis, restés très libres sur le plan de la liberté d'expression, qu'à la Russie, société répressive qui ne représente pas un danger économique ou militaire majeur pour les États-Unis. C'est la faiblesse de la Russie qui favorise la reprise de la rhétorique de guerre froide alors que la force, toujours plus affirmée, de la Chine conduit les États-Unis à accepter des formes de partenariats plus ou moins stables avec ce pays. Les revirements de Trump, qui passe de l'insulte à l'éloge vis-à-vis de la Chine, alors qu'il passe de l'admiration pour Poutine à un retour de la guerre froide vis-à-vis de la Russie, sont particulièrement parlants sur ce plan. Trump le clown qui fait son cirque durant la campagne a rejoint les cadres de pensée de l'État profond, donc le consensus du « *foreign policy establishment* ».

On peut souscrire à l'analyse réaliste de Stephen Walt sur la Russie : « La Russie n'est pas une puissance montante ambitieuse comme

<sup>27</sup> <<https://www.youtube.com/watch?v=j9Z05xyGB0c>>.

<sup>28</sup> Les ouvrages suivants, très critiques de la Russie et/ou de Poutine, lient la situation intérieure et la politique étrangère : Robert Nalbandov, *Not by Bread Alone, Russian Foreign Policy under Putin*, Potomac Books, Univ. of Nebraska Press, 2016 ; Marvin Kalb, *Imperial Gamble, Putin, Ukraine, and the New Cold War*, Washington DC, Brookings Institution Press, 2015 ; Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine : essai*, Arles, Acte Sud, 2015 ; Ollivier Schmitt, *Pourquoi Poutine est notre allié ? : anatomie d'une passion française*, Lille, Hikari, 2017.

l'Allemagne nazie ou la Chine actuelle ; c'est une grande puissance vieillissante, qui se dépeuple et décline et essaie de s'accrocher au peu d'influence internationale qui lui reste et de préserver une modeste sphère d'influence à ses frontières, afin que des États plus forts, et spécialement les États-Unis, ne puissent profiter de ses fragilités grandissantes. »<sup>29</sup> La population a cessé de baisser aujourd'hui mais cette citation montre deux choses : les discours de l'Otan et des *Cold Warriors* (guerriers partisans de la guerre froide) ne correspondent pas à la réalité observable par les spécialistes des relations internationales, mais cela explique aussi pourquoi la rhétorique de la guerre froide va continuer tant que la diabolisation d'un pays plus faible et moins libre correspondra aux intérêts du complexe militaro-industriel américain. Comme l'avait bien vu Kennan avant même la disparition de l'URSS et comme l'illustre la formule de Richard Sakwa : « l'Otan existe pour gérer les risques créés par son existence »<sup>30</sup>.

24

**Résumé :**

Les relations entre les États-Unis et la Russie ont subi de fortes inflexions entre la présidence Bush et depuis le début de celle de Trump. Le président russe avait été l'un des premiers à afficher sa solidarité avec les États-Unis après le 11 septembre 2001. Après le rapprochement durant les années Clinton-Eltsine, un certain éloignement s'était produit avec le conflit en Géorgie en 2008. Obama avait promis un nouveau départ lors de la présidence Medvedev qui s'est terminée par un échec. Jusqu'en 2012, en dépit des divers problèmes internes à la Russie, la relation entre États-Unis et Russie était typique des relations entre États aux systèmes et idéologies différents. La crise ukrainienne (2014) et l'occupation de la Crimée ont fait ressurgir les discours de guerre froide qui ont atteint un niveau de forte intensité avec l'intervention militaire russe en Syrie (2015).

Cet article présente la détérioration de cette relation qui n'est pas due à la nature du régime autoritaire instauré par Poutine, mais à des facteurs internes aux États-Unis et aux rééquilibres géopolitiques en cours. La présidence Trump n'a pas apporté l'amélioration soit attendue soit crainte par les divers acteurs, au contraire. Le président chaotique n'a pas la main sur la relation avec la Russie.

<sup>29</sup> <<http://foreignpolicy.com/2015/02/09/how-not-to-save-ukraine-arming-kiev-is-a-bad-idea/>>.

<sup>30</sup> Cité par *The Guardian*, 25 février 2015. <<https://www.theguardian.com/books/2015/feb/19/frontline-ukraine-crisis-in-borderlands-richard-sakwa-review-account>>.